



## ASSEMBLEE DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

### UNION EUROPEENNE : LES NOUVELLES DE LA SEMAINE

Jean Pierre VILLAESCUSA

Président de la Commission de l'UE



### **Une semaine d'actualité**

En difficulté, dans votre propre pays ou ailleurs le **112** est le numéro unique d'appel

**Les partis anti-européens tentent de se liguer.** Le FPÖ autrichien a annoncé avoir réuni les sept partis et 25 élus, suffisant pour former un groupe parlementaire européen après les élections de mai 2014.

**ERASMUS+** permettra à plus de 4 millions de jeunes de se former à l'étranger. Le Parlement l'a adopté.

**Partenariat oriental les 28-29 novembre à Vilnius.** Rien ne va plus et Ioulia Timochenko est au centre de la lutte d'influence intense entre Bruxelles et Moscou. **L'Ukraine a enfin fait son choix.** Kiev a renoncé, jeudi 21 novembre, à l'accord d'association proposé par l'UE. Un succès pour Poutine aux dépens de l'UE.

Les eurodéputés veulent **la mort du siège du Parlement à Strasbourg.** Ils persistent et signent. La transhumance entre les deux villes coûterait cher. **Un sujet qui énerve Paris.**

**Réforme de la PAC.** La plus ancienne politique communautaire se veut "plus verte, équitable et durable", avec l'aval du Parlement, "au terme d'un marathon de trois ans" de négociations. Déjà des manifestations. Eleveurs contre céréaliers. **JPV**

## INSTITUTIONS

### **Jerzy Buzek: "L'Union européenne est la solution à la crise et non sa cause"**

L'Union européenne accroît son influence dans le monde, d'après Jerzy Buzek "Il y a plusieurs années, nous avons dû demander de l'aide aux États-Unis pour résoudre les problèmes des Balkans" a-t-il déclaré. **"Aujourd'hui, grâce à notre "puissance douce", nous avons apporté la paix dans la région.** La même chose est en train de se passer chez nos voisins de l'Est". **L'ancien Président du Parlement européen** s'est exprimé lors de l'ouverture de l'évènement ReAct Varsovie le 14 novembre.

**ReAct Varsovie est la deuxième d'une série de cinq conférences interactives sur des sujets essentiels pour l'Union européenne**, en vue des élections européennes de mai 2014. Elles ont lieu dans différentes villes européennes où des spécialistes partagent leurs idées sur des thématiques actuelles. Le prochain évènement traitera de l'Union européenne et de la finance et aura lieu à Francfort le 5 décembre.

### **Le siège du Parlement à Strasbourg de nouveau menacé**

C'est une nouvelle attaque en règle que viennent de signer les eurodéputés. Réunis à Strasbourg pour la session plénière mensuelle de l'institution européenne, les députés ont voté à une large majorité (483 pour, 141 contre) un rapport visant à se débarrasser de l'obligation de siéger dans la capitale alsacienne. Le Parlement européen a son siège à Strasbourg. Mais **dans les faits, seuls 12 sessions plénières de quatre jours y ont lieu chaque année**. Le reste du temps, les députés travaillent à Bruxelles, au sein de commissions ou de leurs groupes politiques.

**Pour en savoir plus** Le rapport propose que le Parlement « puisse décider pleinement de son organisation interne, y compris de son calendrier et de la fixation de son siège ». En clair, **les eurodéputés veulent pouvoir décider du lieu pour les 12 sessions plénières prévues par les traités**, qui se déroulent systématiquement dans la capitale alsacienne.

**Les arguments des anti-Strasbourg regroupés dans le rapport ne manquent pas**. Cher, polluant et mal desservi, le siège a beaucoup de défauts. Le surcoût lié aux déplacements mensuels des eurodéputés entre Bruxelles et Strasbourg se situerait entre 169 et 204 millions d'euros, soit entre 15 et 20 % du budget annuel du Parlement. De plus, les émissions supplémentaires de CO2 liées aux déplacements se chiffrent environ à 19.000 tonnes.

### **Paris et Rome veulent un président permanent de l'Eurogroupe**

**François Hollande** et le président du Conseil italien, **Enrico Letta**, souhaitent « donner à l'Europe une nouvelle ambition politique, pour réorienter l'Europe de l'austérité vers la croissance », peut-on lire dans un relevé de conclusions du sommet franco-italien du 20 novembre.

**Pour faire de l'euro un espace de croissance** « intégré et solidaire », il faut selon eux « mettre en place après les élections européennes un président à plein temps de l'Eurogroupe », le forum de coordination des politiques économiques de la zone euro.

**Ce Président "à plein temps" pourrait être le vice-Président de la Commission chargé des Affaires économiques et monétaires**. Comme le Haut Représentant pour la politique étrangère et la défense, il devra présider également le Conseil de Ministres éco-fin (des 28) . Il sera ainsi une sorte de Ministre des Finances européens capable de représenter l'Eurogroupe et l'UE elle-même dans les Institutions et Conférences internationales

## COMMISSION/CONSEILS

### L'UE s'attaque aux impôts des entreprises pour contrer l'évasion fiscale

Les dirigeants des États membres de l'UE cherchent des solutions paneuropéennes à l'évasion fiscale des multinationales. Un débat qui a permis à la Commission de remettre sur la table une proposition controversée : un régime unique européen pour le calcul de l'impôt des sociétés.

**Pour en savoir plus** Alors que la crise financière gronde, les géants de la technologie, comme Apple, Google ou Amazon, se retrouvent sous les feux des projecteurs. Ces multinationales sont accusées d'évasion fiscale, ce qui provoque la fureur des contribuables aux abois.

**La Commission européenne a longtemps cherché à harmoniser les systèmes nationaux de l'impôt sur les sociétés**, revendiquant que cela contribuerait à son objectif de générer davantage de croissance et d'emploi et d'encourager la compétitivité des entreprises européennes.

**Actuellement, on compte 28 systèmes différents en Europe pour calculer les revenus imposables d'une entreprise**, ce qui crée un poids financier pour celles qui veulent

#### ***Procédures d'infraction du mois de novembre: principales décisions***

Commission Européenne - MEMO/13/1005 20/11/2013

[http://europa.eu/rapid/press-release\\_MEMO-13-1005\\_fr.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-13-1005_fr.htm)

## PARLEMENT

### ERASMUS+ permettra à plus de 4 millions de jeunes de se former à l'étranger

Le Parlement a adopté, mardi, le nouveau programme européen Erasmus+ qui financera des bourses de mobilité à l'étranger pour les étudiants, les professeurs, les formateurs et les apprentis. Les animateurs d'associations de jeunesse ainsi que les bénévoles et les jeunes sportifs pourront également en bénéficier. Un nouveau mécanisme permettra aux étudiants en master d'obtenir des prêts à des conditions favorables pour étudier dans un autre pays.

**La nouvelle mouture d'Erasmus ne concernera plus à partir de 2014 les seuls étudiants et enseignants.**

### Remettre l'Europe dans le droit chemin. Le projet des populistes en Europe

Selon le FPÖ autrichien, sept partis politiques d'extrême droite pourraient unir leur forces pour les élections européennes en mai 2014, dans l'espoir de devenir la «troisième force» au Parlement européen et changer le cours actuel de l'Union.

**Pour en savoir plus** Des représentants du Front national (France), dont la députée **Marion Maréchal Le Pen**, de la Ligue du Nord (Italie), des Démocrates suédois, du **Vlaams Belang** (Belgique) et du SNS slovaque, s'étaient **retrouvés à l'initiative du FPÖ le 14 novembre à Vienne**, pour discuter d'une alliance pour remettre l'Europe «dans le droit chemin», a expliqué le chef du FPÖ, le

26.02.2014

populiste **Heinz-Christian Strache**, lors d'une conférence de presse lundi. Le parti néerlandais PVV de **Geert Wilders** n'était pas présent, mais les dirigeants du PVV et du FPÖ devraient se rencontrer dans les prochains jours.

Un quorum de 25 députés provenant de sept pays membres de l'UE est nécessaire pour former un groupe parlementaire européen. L'alliance qui se dessine remplit ces deux critères, selon l'eurodéputé autrichien du FPÖ **Andreas Mölzer**

### **La commission économique en faveur d'un compte bancaire accessible à tous**

**Toute personne qui réside légalement dans l'UE doit avoir le droit d'ouvrir un compte de paiement de base** et ne devrait pas être privée de ce droit en raison de sa nationalité ou son lieu de résidence, selon la commission des affaires économiques, qui a modifié une proposition législative en la matière lundi soir. De plus, les frais et règles de ces comptes devraient être transparents et comparables. Le texte sera mis aux voix en plénière en décembre avant d'être finalisé avec les États membres

### **Fonds social européen: les députés adoptent le compromis avec le Conseil**

20% du Fonds social européen seront destinés à la lutte contre la pauvreté par l'insertion professionnelle dans chaque État membre et au moins 3 milliards du FSE à la lutte contre le chômage des jeunes, selon un accord informel, adopté par la commission de l'emploi ce lundi. Toutefois, la part minimale à allouer au Fonds social européen dans la période 2014-2020 au sein de l'enveloppe de la politique de cohésion sera tranchée lors du vote en plénière mercredi 20 novembre

### **Le Parlement donne son feu vert à la réforme de la PAC**

Une majorité d'eurodéputés a adopté le 20 novembre à Strasbourg cinq textes législatifs composant la réforme de la politique agricole européenne, qui revoit le fonctionnement des paiements directs aux agriculteurs, du développement rural, du marché agricole ainsi que le financement, la gestion et la surveillance du secteur.

**Pour en savoir plus** **Rompant avec le précédent modèle**, où environ 80 % des paiements étaient alloués à 20 % des exploitations, la nouvelle PAC prévoit une redistribution entre pays et entre exploitants. **Son autre mesure phare est le "verdissement"**, qui lie une partie des subventions au respect de l'environnement. Des mesures sont également prévues en faveur des jeunes agriculteurs.

### **Un vent de contestation souffle parmi les agriculteurs français**

Les céréaliers franciliens estiment que la réforme va leur faire perdre 30 à 40 % des aides qu'ils perçoivent. Celle-ci prévoit, en effet, **la redistribution des aides européennes pour le secteur de l'élevage aux dépens des céréaliers**, très nombreux en Ile-de-France

**ETATS**

Seite 4

**JEAN PIERRE VILLAESCUSA . E. mail : [jp.villaescusa@assemblee-afe.fr](mailto:jp.villaescusa@assemblee-afe.fr)  
Tel + fax : 00 43 1 879 65 29**

26.02.2014

## **Allemagne**

### **Angela Merkel cède sur le salaire minimum**

Elle prépare son Union chrétienne-démocrate (CDU) à devoir accepter l'instauration d'un salaire minimum uniforme en Allemagne afin de parvenir à un accord de coalition avec le Parti social-démocrate (SPD).

L'exigence posée par le SPD d'un salaire horaire minimum à 8,50 euros "jouera un rôle" à l'avenir a-t-elle déclaré. Elle l'a réaffirmé jeudi **tout en affirmant qu'elle fera tout pour minimiser les effets sur l'emploi d'un tel salaire minimum**, a ajouté la chancelière, qui s'adressait à un parterre de patrons allemands. Elle a martelé que **son parti n'allait pas céder sur d'autres points chers au SPD**, une hausse des impôts pour les plus nantis. Ni sur la priorité donnée à l'allègement de la dette allemande, un «projet central» du gouvernement allemand pour les quatre prochaines années.

## **Autriche**

### **Suppression des « régimes spéciaux de luxe ».**

La coalition gouvernementale négocie encore le seuil à partir duquel les retraites sont qualifiées de « luxueuses ». Elles concernent les hauts fonctionnaires des chemins de fer, de la banque nationale, de la télévision publique, de la ville de Vienne.

Une retraite à 30 000 euros par mois est une aberration, estime **Salzburger Nachrichten** ; les supprimer est une bonne chose mais ne suffira pas à combler le déficit de 8,7 milliards d'euros

**Double nationalité.** Alors qu'en Allemagne le SPD négocie avec la CDU l'aménagement de la double nationalité, il n'en est toujours pas question en Autriche. **144 000 enfants nés en 2012 en Autriche de parents ou grands-parents immigrés restent des étrangers**

## **Croatie**

### **A Vukovar, les commémorations tournent au règlement de comptes**

Les commémorations des victimes croates lors de la chute de Vukovar, conquise par l'armée Yougoslave proserbe le 18 novembre 1991 au terme d'un siège de trois mois, ont tourné cette année au scandale politique, et révélé **les profondes divisions qui marquent le pays, dix-huit ans après la fin de la guerre.**

Des associations d'anciens combattants ont empêché **le président, Ivo Josipovic**, et le Premier ministre, Zoran Milanovic, qui se trouvaient en queue du cortège, de participer aux cérémonies

Selon la presse, **Jutarnji List, Novi List, 24 Sata** les vétérans de guerre n'ont pas le droit de se substituer au pouvoir légitimement élu.

## **Espagne**

### **Exportations record"**

Les ventes espagnoles à l'étranger ont augmenté de 6,8 % entre septembre 2012 et septembre 2013 et ont atteint 175 milliards d'euros. Biens d'équipement, alimentation, produits chimiques et automobile représentent 65% des exportations, précise le quotidien, qui note également que le déficit commercial espagnol s'est réduit de 58 % en un an, à 11 milliards d'euros. Se réjouissant de

26.02.2014

ce "nouvel événement marquant", *Expansión* demande au gouvernement de "parier sérieusement" sur les entreprises espagnoles exportatrices

## **France**

### **Le PS adopte des listes de candidats renouvelées pour les européennes**

Le parti socialiste a adopté à une large majorité ses listes pour les élections européennes de 2014. La délégation socialiste sera profondément renouvelée avec 50% de nouvelles têtes.

« **50% de la délégation ne sera pas reconduite** [...] Je veux dire aux prochaines têtes de liste qu'il faut investir dans le mandat européen **et faire un travail soutenu avec 3 jours par semaine à Bruxelles et une semaine par mois à Strasbourg** » a averti l'actuelle présidente de la délégation française du parti socialiste au Parlement européen, **Catherine Trautmann**

### **Pour l'OCDE, le chômage augmentera jusqu'en 2015**

Publié mardi 19 novembre, son rapport annuel table sur un taux de chômage de 10,6 % en 2013, qui augmentera à 10,8 % en 2014 pour décliner très légèrement à 10,7 % en 2015.

L'organisation, qui qualifie **la croissance française d'"erratique"**, table sur une croissance de 0,2 % cette année, 1 % l'an prochain puis 1,6 % en 2015. Le gouvernement vise de son côté 0,2 % en 2013, 0,9 % en 2014 et 1,7 % en 2015.

L'économie française est (serait) sclérosée"

### **Bruxelles réclame 440 millions à la SNCM**

La Commission européenne a haussé le ton ce mercredi dans l'affaire des aides publiques accordées à la SNCM

**La facture grimpe pour la Société nationale Corse Méditerranée (SNCM)**. La Commission européenne a annoncé qu'elle portait à 440 millions d'euros le montant des aides publiques que devra rembourser la compagnie maritime. Bruxelles assigne également la France en justice pour non-recouvrement de subventions illégales versées à la SNCM

## **Grèce**

### **Athènes et la "troïka" s'opposent sur une nouvelle cure d'austérité**

Le président de l'Eurogroupe, le néerlandais **Jeroen Dijsselbloem**, maintient l'objectif d'un retour à la croissance en 2014, évaluée à 0,6 % du PIB, et d'un excédent budgétaire hors remboursement de la dette de 1,6 % du PIB. Il sera très certainement amené à être révisé, car il n'a pas été validé par les créanciers de la Grèce, la "troïka" (Banque centrale européenne, Fonds monétaire international et Commission européenne).

## **Pologne**

### **"Taux horaire de misère"**

Un taux horaire minimal devrait être introduit en Pologne afin d'aider des millions de personnes qui travaillent dans des conditions qui sont une *"violation de la dignité humaine"*, selon *Gazeta Wyborcza*. En Pologne, des employeurs

26.02.2014

proposent des jobs "attractifs", payés à peine 0,50 euros l'heure. Les employeurs polonais préfèrent payer des gens au taux horaire afin de se soustraire à la législation sur le salaire minimum qui est actuellement de 400 euros (1600 PLN). Selon les estimations du ministère du Travail plus de 900 000 personnes, notamment des étudiants et des chômeurs de longue durée, sont employés au taux horaire et ne sont pas ainsi protégées par la législation régissant le marché du travail

### **Le nouveau gouvernement pro-européen de Tusk**

Le Premier ministre Donald Tusk a effectué, le 20 novembre, des changements d'une "grande portée" dans son gouvernement, notamment la nomination de l'ex-patron de la banque ING, **Mateusz Szczurek**, au poste de ministre des Finances

**Ce remaniement survient au lendemain du vote par le Parlement européen du nouveau budget de l'Union européenne** pour 2014-2020, qui alloue à la Pologne plus de 400 millions de zlotys (100 millions d'euros) au titre des programmes de cohésion et de politique agricole commune, Tusk serait convaincu qu'en soulignant ses succès à Bruxelles de même qu'en procédant à ce remaniement il pourrait rétablir la confiance de l'opinion publique envers le gouvernement et le parti au pouvoir, la Plateforme civique.

### **Republique Tchèque**

#### **Prague, le préfet de police de Paris s'est informé des moyens de gestion des inondations**

Comme Prague en 2002 et 2013, Paris pourrait se retrouver sous les eaux. Ce ne serait d'ailleurs pas la première fois dans l'histoire de la capitale française. En 1910 dernièrement, la crue centennale de la Seine avait ainsi causé d'importants dommages. Même si ces inondations appartiennent désormais à l'histoire ancienne, 103 ans plus tard, le risque de voir déborder le fleuve qui arrose Paris est toutefois toujours bien présent. C'est la raison pour laquelle **le préfet de police de Paris, Bernard Boucault**, et le préfet, secrétaire général de la zone de défense et de sécurité Ile-de-France, **Jean-Paul Kihl**, étaient à Prague la semaine dernière.

### **Slovaquie**

#### **L'Etat va créer 15 000 emplois pour les jeunes**

Le ministère du Travail slovaque va déboursier 100 millions d'euros en provenance des fonds européens, en 2014 et 2015, pour créer 15 000 postes subventionnés dans le secteur privé, rapporte Pravda. L'employeur qui embaucherait un jeune de moins de 25 ans au chômage de plus de trois mois pourrait toucher une aide allant jusqu'à 456,57 euros mensuels. Le quotidien rappelle qu'il s'agit du deuxième programme d'appui à l'insertion des jeunes dans le marché de travail. En 2012 et 2013, environ 11 000 jeunes avaient été embauchés

## **RELATIONS EXTERIEURES/ETATS HORS UE**

### **Relations UE/USA et NSA**

Seite 7

**JEAN PIERRE VILLAESCUSA . E. mail : [jp.villaescusa@assemblee-afe.fr](mailto:jp.villaescusa@assemblee-afe.fr)**

**Tel + fax : 00 43 1 879 65 29**

**La visite de la délégation européenne à Washington** a eu lieu en même temps que la réponse de la Cour suprême américaine sur le premier recours lié à l'affaire NSA. La Cour des Etats-Unis a rejeté lundi "l'appel de l'association de défense de la vie privée électronique. Cette dernière a demandé aux juges d'arrêter l'activité d'espionnage de la NSA, car cette activité "outrepassait les pouvoirs conférés par le Congrès". La plus haute instance américaine a refusé ce recours sans aucun commentaire.

Parallèlement, en Europe, **Angela Merkel s'exprimait lundi face au Bundestag sur le même sujet.** La chancelière allemande, victime de l'espionnage américain, n'a pas seulement exigé des explications sur l'activité de la NSA, mais a affirmé que la confiance transatlantique "doit être bâtie à nouveau". Pour le ministre de l'Intérieur allemand, Hans Peter Friedrich, **L'Europe doit "récupérer sa souveraineté numérique" et "parler d'une seule voix sur ce sujet"**

## **Commerce : l'ouverture surprise des Américains sur les services financiers**

Le troisième round de négociations Union européenne/Etats-Unis qui s'ouvrira en décembre prochain à Washington, débouchera-t-il sur un accord sur les services financiers ? C'est la principale avancée de la semaine des discussions, à Bruxelles, et qui se sont achevées vendredi entre les deux partenaires transatlantiques.

**Pour en savoir plus** Les Américains semblaient jusqu'alors très réticents à l'idée d'inclure les services financiers dans le périmètre des discussions du futur accord de partenariat transatlantique (TTIP) et ce notamment face aux refus européens, dictés par la France, d'ouvrir des discussions sur les services culturels. Les Américains disposent de règles plus contraignantes dans le secteur financier que l'Europe. Un accord conduirait à un affaiblissement de la réglementation américaine en vigueur. Les récentes législations Dodd-Frank et l'application prochaine de la règle Volcker qui prévoit des restrictions des activités spéculatives bancaires pourraient ainsi être remises en cause.

### **Volte-face américaine**

***Et pourtant, c'est la concession que les Américains ont offert cette semaine aux Européens. Les deux parties se retrouveront le 27 novembre à Washington pour évoquer ce sujet particulier.***

## **Kosovo : Elections sans incidents à Mitrovica Nord**

5 231 personnes ont voté aux élections municipales, le 17 novembre, dans la partie Nord de Mitrovica, majoritairement peuplée de Serbes. Cela correspond, selon la Commission électorale, à une participation de 22,38 %. Le scrutin s'est déroulé "sans incidents", se réjouit le quotidien albanophone Koha Ditore. Il avait été annulé le 3 novembre en raison des violences commises par des extrémistes serbes, tandis que le reste du Kosovo avait pu procéder à ces élections, première étape de la mise en oeuvre des accords signés au printemps entre Belgrade et Pristina



26.02.2014

## Territoires palestiniens: Hollande durcit le ton sur la colonisation

Très prudent sur cette question la veille en Israël, au premier jour de sa visite, M. Hollande s'était contenté de demander des "gestes" - sans dire lesquels - au Premier ministre Benjamin Netanyahu.

**Pour en savoir plus** "Pour parvenir à un accord, la France demande l'arrêt total et définitif de la colonisation", a déclaré le chef de l'Etat français lors d'une conférence de presse commune avec le président palestinien Mahmoud Abbas à la Mouqataa, siège de la présidence à Ramallah, en Cisjordanie.

"La colonisation complique les négociations et rend difficile la solution à deux Etats" israélien et palestinien, a-t-il répété.

Il a néanmoins exhorté les deux parties à "faire des gestes", insistant notamment sur la nécessité d'une "solution réaliste" pour les réfugiés palestiniens, autre pomme de discorde entre Israël et les Palestiniens.

## Le Parlement ukrainien, sous pression.L'accord de vilnius ne sera pas signé.

Impasse mardi sur le cas de l'opposante emprisonnée **Ioulia Timochenko**, dont le transfert à l'étranger pour soins était une condition clé pour la signature fin novembre d'un accord d'association

**Pour en savoir plus** **Mardi**, au moment où le Parlement se réunissait, **le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a même accusé les Européens d'exercer une "pression éhontée" sur l'Ukraine pour qu'elle choisisse entre Moscou et l'Ouest.**

**Alors que son cœur balançait** entre un rapprochement avec Bruxelles ou un retour dans le giron de Moscou, l'Ukraine a enfin fait son choix. **Kiev a renoncé, jeudi 21 novembre, à l'accord d'association proposé par l'UE**, une semaine avant sa signature à Vilnius prévue de longue date. Préférant ménager son voisin russe, le Parlement ukrainien a rejeté les textes permettant le transfert à l'étranger de l'opposante emprisonnée Ioulia Timochenko, condition sine qua non de l'alliance entre Kiev et Bruxelles.

## **Réactions**

**Notre mission s'achève", a déclaré l'ex-président polonais Aleksander Kwasniewski**, émissaire européen présent dans la capitale ukrainienne M. Kwasniewski a expliqué la décision de Kiev par **"une pression très brutale de Moscou, aussi bien médiatique qu'économique"**, conduisant pratiquement à l'arrêt des exportations ukrainiennes vers la Russie, alors que "les caisses de l'Etat ukrainien sont vides".

**"C'est une grande bataille géopolitique**, une bataille pour l'avenir du continent européen", a-t-il affirmé.

Un dirigeant de l'opposition en Ukraine, Arseni Iatseniouk a, quant à lui, accusé de **"haute trahison"** le président pour avoir refusé de signer cet accord historique et a exigé sa destitution.

26.02.2014

## **Historique**

**Pour en savoir plus** C'est la première fois depuis l'éclatement de l'Urss en 1991 que le Kremlin parvient à empêcher une ancienne république soviétique de se rapprocher de l'Europe occidentale pour la maintenir dans le giron moscovite.

En 2004, les trois républiques baltes que Staline avait incluses dans l'Union soviétique grâce au pacte avec Hitler avaient rejoint l'UE et l'Otan. Moscou avait en vain mené campagne contre cette adhésion qui scellait la fin de la zone tampon que la diplomatie et l'armée soviétiques avaient réussi à mettre en place à la faveur de la deuxième guerre mondiale.

Neuf ans plus tard, une de ces républiques baltes, la Lituanie, préside l'Union européenne. **C'est dans sa capitale Vilnius que devait être signé, le 27 et le 28 novembre, l'accord d'association et de partenariat entre l'UE et cinq anciennes républiques soviétiques:** l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Moldavie, l'Ukraine. La petite Arménie a déjà quitté la table des négociations sous la pression de la Russie.

## **Libéralisation des visas avec la Moldavie ?**

Le 15 novembre 2013, le président du Conseil européen Herman Van Rompuy a rencontré le Premier ministre moldave Iurie Leancă. Les discussions ont porté sur la **construction du gazoduc Iași-Ungheni** qui permettra à la Moldavie d'accéder au marché européen, et sur la **suppression de l'obligation de visas pour les citoyens de la Moldavie** qui veulent entrer dans l'Union et ont un passeport biométrique

## **ECONOMIE/FINANCE**

### **L'Allemagne s'oppose toujours à une aide directe aux banques**

Berlin a une nouvelle fois contesté un point central du projet d'union bancaire dans la zone euro. Le pays réaffirme son opposition à l'utilisation du fonds d'urgence de l'UE pour venir en aide aux banques en difficulté

### **LA croissance mondiale freinée par les émergents.**

**L'OCDE a abaissé ses prévisions de croissance mondiale** à 2,7 % cette année, "en grande partie à cause de perspectives dégradées dans plusieurs pays émergents". Elle prévoit désormais 3,6 % de croissance l'an prochain et 3,9 % en 2015, contre 3,1 % et 4 % dans ses précédentes prévisions, publiées en mai.

**Pour en savoir plus** Le rapport relevé **un changement de tendance au niveau mondial**, alors que jusqu'ici "les impulsions dans les économies émergentes avaient des effets d'entraînement positifs sur les pays avancés, l'environnement économique mondial pourrait désormais faire office d'amplificateur et de courroie de transmission pour des chocs négatifs" en provenance de ces mêmes pays, au premier rang desquels le Brésil ou encore l'Inde.

**L'OCDE a en particulier tiré les leçons de la tourmente qu'ont connue cet été les devises de plusieurs pays émergents** face à la perspective d'un durcissement de la politique monétaire américaine.

**Aux Etats-Unis, elle juge que "les achats en masse de bons du Trésor devront être graduellement réduits** quand la croissance prendra des forces puis, courant 2015, la Réserve fédérale devrait commencer à relever ses taux". En zone euro, la Banque centrale européenne "devrait réfléchir à des mesures

## **Les banquiers suisses changent d'attitude sur la question européenne"**

La place financière suisse soutient tout rapprochement avec l'UE. Un virage impensable il y a quelques années. Tout vient de la crainte de perdre l'accès au grand marché européen.

Le "revirement des banquiers genevois" explique l'un d'entre eux au quotidien, remonte à septembre dernier et à "l'annonce du passage à l'échange automatique d'informations". Le quotidien conclut :

L'espoir de la place financière, c'est que la revitalisation de la voie bilatérale proposée par le Conseil fédéral aboutisse.

## **Jeroen Dijsselbloem Le maître de la discipline**

Jeroen Dijsselbloem réclame plus d'efforts pour achever de réaliser les réformes dans les pays endettés de la zone euro

Le ministre des finances des Pays Bas affirme entre autres qu'il souhaite instaurer des contrats bilatéraux entre chaque pays membre et la Commission européenne afin "de donner des délais fixes pour la réalisation des réformes" et critique la proposition de la chancelière allemande, Angela Merkel, d'offrir une récompense aux états qui appliqueront les réformes. C'est surtout la France, qui devrait "se dépenser davantage", qui pose actuellement problème aux yeux de Dijsselbloem, écrit *le Handelsblatt*.

La phrase

*"Je ne souhaite pas que la zone euro ait un budget propre" a déclaré, le 21 novembre, Jeroen Dijsselbloem*

## **ENERGIE/ENVIRONNEMENT**

### **A vos poubelles! Les régions poussent l'UE sur la voie de la réduction des déchets**

**La Semaine européenne de la réduction des déchets** a débuté ce weekend. Une initiative des régions européennes visant à attirer l'attention sur la gestion des déchets et présenter quelques initiatives locales intéressantes

Dans la continuité de la Semaine de la réduction des déchets, aura lieu le 10 mai 2014 **la Journée européenne de nettoyage**. À cette occasion, des bénévoles nettoieront leurs quartiers et leurs plages.

### **La Slovaquie donnera son feu vert au transit de gaz vers l'Ukraine**

26.02.2014

Les opérateurs de gazoducs ukrainiens et slovaques sont sur le point d'autoriser l'UE à faire transiter du gaz par la Slovaquie vers l'Ukraine. Par cet accord, l'ancien satellite soviétique réduira sa dépendance vis-à-vis de la Russie.

## **SOCIAL/Pratique**

### **Travailleurs saisonniers: l'accord PE-Conseil adopté en commission parlementaire**

Les travailleurs saisonniers extracommunautaires pourront profiter de meilleures conditions de travail et de vie telles qu'un salaire minimum et un logement adéquat, en vertu d'un accord conclu entre le Parlement et les États membres et adopté en commission des libertés civiles ce jeudi. Ces règles qui visent à empêcher l'exploitation des travailleurs saisonniers et à éviter que ces séjours temporaires deviennent permanents, sont les premières sur les travailleurs saisonniers au niveau européen

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/content/20131111IPR24356/html/Travailleurs-saisonniers-l'accord-PE-Conseil-adopt%C3%A9-en-commission-parlementaire>

### **Ecotaxe : syndrome français ou européen ?**

Suspendue mais pas "enterrée", l'écotaxe poids lourds continue d'alimenter la polémique. Affrontements des bonnets rouges, querelles au sein du gouvernement, depuis plusieurs semaines la question de l'écotaxe a créé un séisme en France, entraînant un véritable débat sur le rôle de cette taxe. En Europe, 6 pays ont adopté l'écotaxe, parmi lesquels l'Allemagne et l'Autriche. La Belgique de son côté repousse l'échéance, et l'Italie y est totalement opposée

## **BREVES**

### **La Norvège promet de réduire la taxe sur les produits de l'UE**

Le nouveau gouvernement norvégien de centre-droit a promis de réduire la taxe sur les produits agroalimentaires importés de l'UE. Cette taxe enfreint les règles du marché unique de l'UE, dont le pays scandinave fait partie

### **Greenpeace : Moscou. Des militants libérés sous caution**

Le 20 novembre, le tribunal de Saint-Pétersbourg a accordé la liberté sous caution à huit activistes de Greenpeace supplémentaires, dont la Néerlandaise Faiza Oulahsen et le capitaine de l'Arctic Sunrise, le navire battant pavillon néerlandais qui avait été arraisonné par la marine russe pour avoir abordé une plate-forme de forage dans l'océan arctique, le 19 septembre. Vingt-quatre des 28 militants arrêtés à ce moment-là ont été libérés sous caution jusqu'à présent.

### **La hausse des salaires des fonctionnaires de l'UE en question**

La Cour européenne de justice a donné raison mardi aux États membres de l'UE qui demandaient l'annulation d'une hausse automatique de 1,7% des salaires pour 30.000 fonctionnaires européens en 2011. Cette hausse des salaires était défendue par la Commission européenne mais plusieurs pays de l'UE la trouvaient inacceptable alors qu'ils sont eux-mêmes confrontés en cette période

26.02.2014

de crise à des difficultés économiques qui se traduisent par des coupes claires dans leurs budgets.

**Strasbourg : un tram aux couleurs de l'Autriche pour la présidence du Conseil de l'Europe** L'Autriche succède à l'Arménie à la présidence du Conseil de l'Europe. De nombreux événements culturels sont programmés jusqu'en Mai prochain. Un tram aux couleurs autrichiennes circule dans Strasbourg depuis le 14 novembre.

**La basilique Sainte-Sophie d'Istanbul ravive les querelles gréco-turques** Les relations entre la Turquie et la Grèce se crispent à propos de la basilique Sainte-Sophie à Istanbul : le souhait d'Ankara de la réaffecter en mosquée est perçu comme "une atteinte aux sentiments des chrétiens", selon la Grèce

**Bruxelles valide l'aide d'État pour la construction de Notre-Dame-des-Landes** Un accord de financement qui porte un nouveau coup dur aux opposants à ce projet d'aéroport situé près de Nantes. **La subvention** de 150 millions d'euros **accordée par les autorités françaises** à la société Aéroports du Grand Ouest, filiale du groupe Vinci, pour la réalisation de l'aéroport «**est compatible avec les règles de l'UE relatives aux aides d'Etat**», a estimé la Commission européenne

## **PRESSE EUROPEENNE**

### **L'UE a mal à la France : ce que coûte à l'Europe le désamour grandissant des Français**

*Les Français sont majoritairement défavorables à l'Union européenne, contrairement à leurs voisins européens. Une exception française aux multiples conséquences, sur la politique de François Hollande, le couple franco-allemand ou le Parlement européen.*

**Atlantico** : Selon Pew Research, seulement 41 % des Français se disent favorables à l'UE, beaucoup moins qu'en Allemagne (60%) et moins même qu'en Grande-Bretagne (43%). 77 % d'entre eux affirment que l'intégration européenne a affaibli leur économie, plus qu'en Espagne ou en Italie. Enfin, un Français sur trois quitterait l'UE aujourd'hui selon un sondage Yougov. Sous-estime-t-on les conséquences du désamour grandissant des Français vis-à-vis de l'Europe ?

<http://fr.news.yahoo.com/lue-mal-%C3%A0-france-co%C3%BBte-%C3%A0-l-europe-082618250.html>

### **TABLEAUX RETROUVÉS EN ALLEMAGNE : les couleurs d'un passé douloureux**

#### **SÜDDEUTSCHE ZEITUNG MUNICH**

*Les 1 400 tableaux volés par les nazis retrouvés chez Cornelius Gurlitt ne sont pas seulement une grande découverte artistique. A travers l'histoire de ce fils de collectionneur d'art à l'époque nazie, c'est la question du rapport de l'Allemagne à son passé qui est en partie reposée.*

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/4320861-les-couleurs-d-un-passe-douloureux>

26.02.2014

## **TRIBUNE: Le racisme fait son nid en Europe**

### **LA REPUBBLICA ROME**

*Qu'il s'agisse des railleries à l'encontre d'une ministre française ou d'une collègue italienne, des cris de singe adressés aux footballeurs, de l'islamophobie ou des discriminations envers les Roms, les attitudes racistes s'affichent de plus en plus ouvertement. Il ne faut pourtant rien céder et faire preuve de pédagogie, estime l'écrivain Tahar Ben Jelloun.*

*Le racisme est le propre de l'homme. C'est ainsi, il vaut mieux le savoir et faire en sorte qu'il ne progresse pas et qu'il soit combattu par la loi. Mais cela ne suffit pas. Il faut éduquer, démonter ses mécanismes, démontrer l'absurdité de ses bases et rester vigilant.*

**<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/4328541-le-racisme-fait-son-nid-en-europe?xtor=RSS-9>**

## **COMMISSION EUROPÉENNE :Vers la fin de la "boulimie réglementaire"**

### **GAZETA WYBORCZA VARSOVIE**

*Pour vouloir réglementer tout et n'importe quoi, Bruxelles s'attire régulièrement les critiques des eurosceptiques, notamment britanniques. Aujourd'hui, la tendance est pourtant à "l'allègement" des régulations, constate le plus influent quotidien polonais.*

*Tout récemment, Bruxelles s'est penchée sur les toilettes et urinoirs des Européens et plus précisément sur la quantité d'eau optimale pour les nettoyer.*

**<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/4329471-vers-la-fin-de-la-boulimie-reglementaire?xtor=RSS-9>**

## **Ukraine Le drapeau européen est à la mode**

### **Den**

*A une semaine du sommet de Vilnius lors duquel sera signé — ou pas — l'accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne, il y a une "véritable pénurie de drapeaux de l'UE" dans le pays, constate Den.*

*"Le drapeau européen est à la mode actuellement", affirme ainsi au journal Irina Diadenko, responsable des relations publique de la ville de Soumy (est) où le drapeau européen devant la mairie a été subtilisée par des passants.*

***La mode passera....***

Merci de bien vouloir signaler toute erreur d'envoi ou demande de désabonnement, par mail, à : **[jp.villaescusa@assemblee-afe.fr](mailto:jp.villaescusa@assemblee-afe.fr)**